

# révolution Socialiste

REVUE DE DEBATS ET RECHERCHES POLITIQUES,  
IDEOLOGIQUES, ECONOMIQUES, SCIENTIFIQUES ET CULTURELS

— HYDROCARBURES

— REVOLUTION AGRAIRE

— MONOPOLE D'ETAT  
SUR LE COMMERCE  
EXTERIEUR

— UNIVERSITE

— FORMATION, TECHNO-  
LOGIE, RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE

3 DA

FEVRIER 1978

n° 14

## SOMMAIRE

POLITIQUE D'EXPORTATION DES HYDROCARBURES : UN LARGE DEBAT CESSAIRE.	ESTINE p. 6
PARMI LES PAYS SUR LA VOIE DU DEVELOPPEMENT, L'ALGERIE, UNE DE L'IMPERIALISME.	CIBLE p. 12
REVOLUTION AGRAIRE : PERSEVERER ET APPROFONDIR LES ACQUIS. AVEC LE CONCOURS DE L'URSS...	p. 13 p. 17
UNIVERSITE : LES CONDITIONS D'UN ENSEIGNEMENT DEMOCRATIQUE DE QUALITE.	p. 18
POINTS DE VUE SUR CERTAINS SECTEURS DES S. SOCIALES.	p. 23
FORMATION, RECHERCHE SCIENTIFIQUE, TECHNOLOGIE : QUELLE COOPERATION ?	p. 28
QUELQUES ILLUSTRATIONS...	p. 33
LA LOI SUR LE MONOPOLE D'ETAT DU COMMERCE EXTERIEUR : UNE ARME AU SERVICE DE LA REVOLUTION.	p. 35
UNE EXPERIENCE EDIFIANTE : LA POLITIQUE DE CUBA FACE AUX QUENQUES DE LA CRISE CAPITALISTE MONDIALE.	CONSE- p. 43
FRANCE - COTE D'IVOIRE : LE LIBERALISME DE LA COOPERATION L'AIME L'IMPERIALISME.	COMME p. 46
COOPERATION TECHNIQUE SOVIETIQUE : LES FAITS PARLENT D'EUX-MEMES!	p. 47
"INFITAH" ET CAPITULATION : QUELQUES ELEMENTS D'APPRECIATION.	p. 48

REVUE EDITEE PAR LE PARTI DE L'AVANT GARDE SOCIALISTE

## PRÉSENTATION

1978 est une année particulièrement importante sur le plan économique et social. Elle rend encore plus aigue la nécessité d'une réflexion approfondie sur le bilan d'une expérience, de plus de 15 ans, d'édification nationale (et notamment les résultats du deuxième plan quadriennal 1974 - 1977).

Une réflexion aussi sur les perspectives à long terme de l'économie de notre pays.

Enfin, 1978 est aussi l'année de la préparation du troisième plan, dont les choix, particulièrement délicats, vont engager le pays sur une longue période et vont porter sur des problèmes qui sensibilisent au plus haut point de larges couches de la population et notamment les masses laborieuses et les cadres de l'économie.

Il s'agira des choix et des décisions touchant, entre autres, aux points suivants : priorité, rythme, efficacité des investissements, les échanges extérieurs, les orientations pour l'industrie et l'agriculture, la production, la politique de mise en valeur et d'exportation des hydrocarbures.

Il y aura aussi des réponses à donner à des problèmes sociaux sérieux : répartition du revenu national, politique des salaires et des prix des biens de consommation, statut des travailleurs, démocratisation et qualité de l'enseignement et de la formation, habitat, santé, transport, approvisionnement. Donc autant de facteurs qui intéressent directement la bataille de la production, celle du développement et du progrès social.

La complexité des problèmes économiques et sociaux, la nouveauté des problèmes, les faiblesses dans la démocratisation de l'élaboration, de la décision et du contrôle économiques, ont fait que ce domaine était resté, jusqu'à une période récente, réservé à un cercle relativement étroit de dirigeants et de cadres de l'économie.

Les débats autour de la Charte Nationale, la mise à l'œuvre des travaux de l'Assemblée nationale, les débuts de l'association des travailleurs au contrôle de la gestion des entreprises publiques, la révolution agraire, la décentralisation de certaines décisions au niveau des wilayate et des communes, ont élargi les canaux de

## PRÉSENTATION

discussion et d'intervention. Il y a d'une façon générale une prise de conscience de plus en plus grande de l'importance des problèmes économiques et sociaux et de leur impact direct sur l'avenir du pays et sur les conditions de vie et de travail de notre peuple.

Les congrès des organisations de masse et des organisations professionnelles, à côté des problèmes spécifiques de chaque couche et catégorie sociales, pourront élargir leurs horizons et se pencher sur la politique économique et sociale du pays.

Il y a nécessité pour les forces progressistes et les partisans du socialisme, de se familiariser avec les problèmes économiques et sociaux et d'approfondir leurs connaissances et leur jugement, pour une intervention de plus en plus efficace sur le plan politique.

C'est là un aspect important de la lutte politique et idéologique, qui fait l'objet d'une attention particulière et d'efforts multiformes des idéologues et théoriciens bourgeois en direction des pays en voie de développement, et notamment en direction des cadres et universités.

Cette année 1978 aura montré, encore plus que par le passé, la répercussion négative sur notre jeune économie de la crise économique qui sévit dans le monde capitaliste, mais aussi des pressions et des menaces sérieuses de l'impérialisme et de la réaction intérieure et régionale contre notre indépendance, les conquêtes de notre peuple et ses options.

L'action de l'impérialisme contre notre pays est multiforme et graduée : menaces directes, création d'un foyer de tension au Maghreb pour obliger notre pays à réserver une partie importante de ses ressources pour la défense de ses frontières, frein apporté à une coopération économique bénéfique entre les peuples du Maghreb. L'impérialisme a montré aussi qu'il avait une stratégie à long terme en direction de l'Algérie, à laquelle il porte un intérêt particulier. C'est la pénétration systématique et silencieuse de notre économie par de multiples canaux, le contrôle indirect des secteurs névralgiques, le tissage d'une série de contraintes qui permettront de contrarier, voire d'essayer de remettre en cause au moment voulu, la voie de libération et d'édification économique et de progrès social. C'est le but que cherche à atteindre l'impérialisme dans les pays à orientation socialiste comme le nôtre.

C'est avec une réelle satisfaction, que de larges secteurs patriotiques et progressistes ont constaté une certaine prise de conscience du danger impérialiste dans le domaine économique et du nécessaire développement de la coopération avec les pays amis. Les

## PRÉSENTATION

forces antiimpérialistes expriment leur soutien ferme à la déclaration du Conseil des ministres du 22 janvier 1978, qui soulignait que "l'excellence des rapports politiques que l'Algérie entretient avec un certain nombre de pays frères et amis - pays arabes, pays africains, pays socialistes-, doit trouver son prolongement dans la promotion continue de la coopération économique et des échanges commerciaux".

Il incombe donc aux partisans de l'indépendance nationale d'agir avec persévérance et efficacité pour que cette juste orientation trouve son application dans la vie, en luttant notamment contre les entraves et obstacles que ne manqueront pas de dresser l'impérialisme et la réaction, ennemis d'une telle coopération bénéfique.

\* \* \*

Les acquis de quinze années de luttes de notre peuple sont nombreux et variés. Ces acquis arrachés par les luttes communes et l'action unie des forces antiimpérialistes, des masses laborieuses, de notre classe ouvrière, doivent être défendus, consolidés et élargis.

Le Président de la République, dans son message à la nation prononcé devant l'Assemblée Nationale le 31 mars 1977, a convié toutes les forces saines du pays à engager une réflexion et des débats approfondis sur les problèmes économiques et sociaux. Il a mis l'accent sur le fait qu'il fallait se garder et lutter dans cette tâche aussi bien contre les attitudes triomphalistes et "l'optimisme béat", que contre "le pessimisme destructeur".

C'est dans le cadre de ces débats que s'inscrit notre publication.

Cette dernière comporte un certain nombre d'articles, de contributions et de points de vue sur des sujets aussi divers que les hydrocarbures, la RA, les problèmes de la formation et de l'université, l'expérience d'autres pays, etc..

Ces contributions - comme celles parues dans nos autres et précédentes publications - constituent des points de vue qui appellent avant tout à la réflexion et à la discussion tous ceux qui soutiennent les orientations progressistes de la Charte Nationale et travaillent pour son application et son enrichissement.

De telles discussions s'inscrivant dans le débat permanent qui se déroule sous diverses formes unitaires - entre progressistes peuvent avancer la nécessaire concertation entre forces révolutionnaires et antiimpérialistes, facilitant ainsi une mobilisation large et de plus en plus consciente de notre peuple et de sa classe ouvrière.

15 FEVRIER 1978

## POLITIQUE D'EXPORTATION

### DES HYDROCARBURES

## UN LARGE DEBAT EST NECESSAIRE

La politique d'exploitation et d'exportation des hydrocarbures a fait l'objet d'une réunion du Conseil des ministres, dont les résultats ne sont pas connus.

D'autre part, ces derniers mois ont été marqués par une succession d'approbations ou de signature de contrats concernant les exportations à long terme du gaz naturel.

Selon "El Moudjahid" du 1er novembre 1977, les contrats déjà approuvés représentent un montant de 44,7 milliards de m3 sous forme de GNL, auxquels il faut ajouter 12 milliards de m3 de gaz naturel par le biais du gazoduc Algérie-Italie (donc près de 56 milliards de m3).

La réalisation d'un tel objectif ferait de notre pays au début des années 1980, le premier exportateur de GNL dans le monde. Ces exportations se feront exclusivement en direction du marché capitaliste mondial et notamment vers les Etats-Unis qui depuis 1976 sont devenus notre premier partenaire commercial.

Les exportations massives de GNL, en plus de celles projetées pour le pétrole ne manqueront pas d'avoir des répercussions importantes sur l'orientation du développement de l'ensemble de l'économie nationale.

### EXPORTATION ET INTEGRATION

A l'heure où les problèmes de l'énergie semblent être parmi les principales préoccupations de la stratégie impérialiste dans le monde et où notre pays fait l'objet de menaces presque directes, il est nécessaire de s'interroger sur l'opportunité de s'engager définitivement sur un programme d'exportation aussi vaste jusqu'en l'an 2005 d'après une étude confiée à l'entreprise US BECHE TEL -, que celui qui semble projeté : 20 milliards de m3 nécessitant en tout le pompage de 100 milliards de m3/an, y compris pour couvrir le marché national et assurer la réinjection dans les puits. C'est à dire la liquidation dans les 25 prochaines années de l'ensemble des réserves prouvées et récupérables mises à jour jusqu'à aujourd'hui.

Jusqu'ici la politique préconisée par l'ensemble des forces progressistes a été de faire jouer au secteur des hydrocarbures, un rôle de libération et d'intégration de l'économie nationale (tout en étant également une source d'accumulation en devises, une source d'énergie garantie pour notre pays et la mise en place d'une puissante industrie pétrochimique et le financement d'une industrie de production des moyens de production). C'est pourquoi comme le souligne la Charte Nationale, il ne peut être question de sous-estimer ses possibilités considérables en tant que sources de devises pour le financement d'un développement économique indépendant.

Il convient aussi de se poser cette question: n'est-il pas possible de réaliser un gain important de devises non par la sortie massive et irrémédiable de nos ressources naturelles, mais par la gestion et l'utilisation plus rigoureuses des revenus provenant de l'exportation de quantités moins grandes de ces richesses, de l'utilisation maximum de nos capacités nationales de production (industrie et agriculture), par la sélection de nos projets selon des priorités, par la maîtrise de nos importations en excluant tout produit de luxe...

Il convient aussi de savoir jusqu'à quel degré cette fonction d'accumulation des hydrocarbures doit être privilégiée et comment faire pour qu'elle n'aille pas à l'encontre d'autres objectifs de stratégie du développement tels que ceux de l'intégration de l'économie nationale et la réduction progressive de sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme. C'est une question décisive.

Toute politique de développement de la production et de l'exportation des hydrocarbures doit s'inscrire obligatoirement dans la stratégie globale de développement et de libération de notre pays, dont elle est partie intégrante.

### LES CONSÉQUENCES

La réalisation d'un tel niveau d'exportation pour des échéances aussi rapprochées, nécessite des moyens financiers, matériels et humains énormes dont la mobilisation va nécessairement se faire au détriment du développement des autres secteurs, alors que l'expérience a montré qu'il faut plutôt procéder à un rééquilibrage en faveur de ces secteurs si l'on veut garantir un développement rapide et intégré de notre économie.

Tout en retenant l'idée de la nécessité d'exporter certaines quantités de gaz naturel et de pétrole, y compris vers les USA, il est permis de s'inquiéter de l'utilité réelle, du moins à court terme,

de se précipiter dans un programme trop vaste qui dépassera de loin nos moyens de réalisation et de contrôle, et qui en plus risque de perturber le fonctionnement du reste de l'économie nationale. Ne faut-il pas différer pour certains contrats prévus l'approbation du gouvernement algérien, pour une plus grande réflexion ?

Un tel programme, outre qu'il aura pour conséquence d'épuiser rapidement nos ressources en hydrocarbures, suppose la mise en place d'un appareil de production extraverti dont la fonction principale sera la satisfaction des besoins en énergie du marché capitaliste mondial, sur la base d'équipements et de technologies importés de ces pays capitalistes. On comprend dès lors la sympathie qu'il rencontre dans les milieux financiers et industriels du monde capitaliste.

### LA DÉPENDANCE

Quelle que soit la rentabilité financière d'un tel projet, cette rentabilité ne peut être retenue comme critère unique pour un engagement aussi important pour l'avenir du pays. Une telle perspective prolongera sur une période trop longue la situation actuelle qui fait que notre économie dépend trop fortement de la commercialisation d'un seul produit sur le marché capitaliste international soumis lui-même à des crises périodiques. C'est aussi livrer le pays aux mains de l'impérialisme (bien qu'ayant lui aussi un besoin certain de cette énergie, il a cependant de plus grandes capacités de reconversion et de diversification de ses sources) qui aura alors suffisamment de moyens de pression et de chantage pour tenter de remettre en cause notre indépendance, y compris sur le plan politique. D'autant plus que l'ampleur des investissements requiert im- plique un endettement extérieur encore plus accru qui pourrait s'avérer contraignant en cas de difficultés dans la réalisation et la maîtrise d'installations très complexes, et devenir un frein à l'accumulation elle-même.

C'est là un problème qu'il s'agira d'aborder à la lumière des orientations contenues dans la Charte Nationale en matière d'indépendance financière du pays.

Sur le plan de l'intégration de l'économie nationale, l'impact d'un secteur des hydrocarbures orienté de cette manière serait très faible.

Par exemple, pour les usines de gaz naturel liquéfié, l'industrie nationale ne peut presque rien fournir puisque la technologie se

trouve aux mains de quelques firmes multinationales et que leur montage exige aussi de faire appel à une main d'œuvre qualifiée étrangère. Il en est de même pour certains équipements et unités complexes pour les gisements.

Il est nécessaire de veiller à un choix adéquat des partenaires étrangers et ne pas se les faire imposer dans le cadre des crédits liés que nous accordent les firmes des pays capitalistes.

### LES POSSIBILITES AVEC LES PAYS SOCIALISTES

A ce titre il est possible et nécessaire de développer les relations avec les pays socialistes dans de larges domaines liés aux hydrocarbures, tels le matériel d'équipement et l'assistance technique dans la production et l'exploitation, la conservation des gisements, les unités pétrochimiques et les moyens de réalisation. Cette coopération avec les firmes des pays socialistes, si elle se fait sur une grande échelle, serait une garantie solide pour réduire notre dépendance vis à vis de l'impérialisme surtout dans le cadre d'un programme d'investissement aussi important que celui prévu pour atteindre des niveaux d'exportations des hydrocarbures.

### ASSURER NOS BESOINS FUTURS

Un autre critère qui doit être pris en compte pour nous aider à déterminer le volume de nos exportations, est celui des besoins à long terme de notre économie en énergie et en matière première pour la future industrie pétrochimique et celle du raffinage. On sait que ces besoins seront de plus en plus importants; c'est pourquoi il faut veiller à la garantie de leur satisfaction à partir de nos propres ressources, sur une longue période.

Il en est de même en ce qui concerne la nécessité de mener une politique rigoureuse de la conservation de nos gisements pour permettre un taux de récupération élevé. Dans ce domaine il serait utile de profiter de l'expérience d'un pays comme l'URSS.

### LA VALORISATION DES PRIX

Enfin sur le plan des prix, malgré la valorisation qu'ils ont connu ces trois dernières années, le gaz et le pétrole restent encore des sources d'énergies et matières premières sous-évaluées au

regard des différentes qualités. Tous les experts s'accordent à leur reconnaître un rôle important dans l'avenir. De ce fait, ne serait-il pas préférable de différer de quelques années le gros des ventes pour s'assurer des recettes en devises plus conséquentes?

## POUR UN DÉBAT NATIONAL

Le secteur des hydrocarbures est trop important pour notre économie nationale pour laisser à quelques techniciens la liberté de décider de la politique et des niveaux des exportations. Dans le contexte actuel et compte-tenu des moyens nationaux, une politique d'exportations trop massives ne peut qu'entraîner une aggravation de la dépendance de l'économie de notre pays vis à vis de l'impérialisme.

C'est pourquoi, tout en faisant un bilan critique dans tous les domaines de l'expérience de 15 années, il faudrait procéder à un large débat (les questions soulevées ci-haut et que se posent de nombreux patriotes et progressistes sont une contribution à ce débat) au niveau national qui permettrait de déboucher sur une conception juste et progressiste du rôle des hydrocarbures dans la stratégie de développement.

Ce débat qui pourrait se faire à l'occasion de la préparation et l'approbation du prochain plan, aurait lieu dans des cadres tels un large débat public, de l'APN, des organisations de masse, le congrès du FLN et éventuellement une commission centrale du Plan. Les progressistes, les partisans du socialisme ne manqueront pas d'y apporter leur contribution.

QUELQUES jours après que l'article ci-dessus ait été imprimé, a eu lieu l'inauguration par le Président de la République, de GNL à Arzew le 21 février 1978.

A cette occasion le Président de la République a prononcé un discours, qui revêt une grande importance en matière de revalorisation des hydrocarbures. Nous relevons deux passages de ce discours ("El Moudjahid" du 22 février 1978) qui peuvent constituer une base

de réflexion solide sur ce problème et éclaircir le débat en cours.

1- " Dans la phase actuelle, le développement de nos réserves et l'augmentation de la production constituent par conséquent un objectif stratégique.

" Encore faut-il souligner que si ces réserves sont importantes, elles demeurent épuisables : le recours au défrèvement de nos réserves aux fins d'augmentation de nos recettes, ne peut se justifier que par une utilisation de ces recettes qui soit marquée du sceau de la sagesse, de l'austérité et de l'efficacité, à savoir une utilisation qui favorise systématiquement la création de nouvelles ressources, qui soient aptes à engendrer, à leur tour et par elles-mêmes, d'autres sources de revenus, et dont le caractère de pérennité garantisse la sauvegarde des intérêts que nous devons léguer aux générations futures."

2- " C'est à dire que les réalisations liées au développement et à la valorisation des matières premières, notamment des hydrocarbures, et que nous voyons accéder, de plus en plus nombreux, au stade bénéfique de la production, constituent l'aboutissement d'un long processus historique dont le point de départ se situe au milieu de la précédente décennie.

" C'est à dire aussi que les choix qui ont présidé à ces réalisations, reposaient certes sur une foi inébranlable dans l'importance des ressources nationales et des avantages susceptibles d'en résulter au profit de la nation, mais qu'ils impliquaient également une vision à long terme des facteurs politiques, techniques, commerciaux, financiers, pouvant influencer sur ces avantages, et qu'ils supposaient, tout autant, une appréciation correcte des capacités nationales à assumer la conduite d'affaires industrielles faisant appel à des investissements importants et à des technologies avancées."

Parmi les pays sur la voie de la libération,

L'Algérie est une des cibles de l'impérialisme

L'IMPÉRIALISME est l'ennemi principal de notre peuple et l'obstacle principal sur la voie de la libération et du progrès économique et social. Si les menaces impérialistes contre notre pays se font de plus en plus précises et graves, il faut dire aussi qu'elles sont permanentes, même si elles prennent tour à tour des formes silencieuses ou spectaculaires. La vigilance et l'action antiimpérialistes doivent être elles aussi permanentes et conséquentes.

Dans la "lettre" du journal français "l'Expansion" du 30.09.74, on peut lire l'information suivante :

"A l'OCDE (1), on prépare, actuellement, dans le plus grand secret, une série de mesures visant à garantir l'accès aux ressources du globe et contrebattre les restrictions éventuelles apportées par certains pays aux exportations de matières premières indispensables aux économies occidentales. Il s'agit de mettre au point un plan multinational dont les Etats-Unis seraient l'axe. Parmi les mesures envisagées, la possibilité pour un groupe de pays membres de l'OCDE, de procéder à des adjudications collectives sur la fourniture de pétrole, phosphate, et autres matières premières. On étudie également, les conséquences de l'adoption d'une attitude commune vis à vis des pays considérés comme "meneurs" dans le clan arabe (l'Algérie est prise comme modèle). Les pays du groupe des douzes pourraient aussi décider de cesser tout commerce avec ces pays "indésirables". "

Ces menaces et ce chantage se passent de tout commentaire.

(1) Organisation de Coopération et de Développement Economique, regroupant les douzes plus puissants pays capitalistes ( USA , Japon, Canada, et les 9 pays de la CEE dont la France.)-

REVOLUTION AGRAIRE :

PERSEVERER ET APPROFONDIR LES ACQUIS

La lutte continue -toujours aussi sévère- sur le front de la RA, même si celle-ci n'est plus depuis quelques temps à l'avant-scène de l'actualité.

Des milliers d'hectares ont pu être récupérés à Djelfa, Mascara, Blida notamment, en dépit des manoeuvres de ceux qui souhaitent proclamer prématurément la clôture définitive du "dossier RA".

C'est une fois de plus, l'action conjuguée et énergique des forces progressistes, des volontaires, des paysans, des travailleurs et partisans de la RA dans les organisations de masse, le FLN et les APCE, qui a permis de remettre à l'ordre du jour la question de la récupération des terres (de la première et de la deuxième phases) encore exploitées par les gros propriétaires fonciers. C'est là une victoire importante.

Mais il reste encore beaucoup à faire pour satisfaire la soif de terre et de travail des masses paysannes démunies, liquider les dernières bases de la grosse propriété foncière à la campagne, et assurer les conditions du succès de la bataille de la production dans l'agriculture.

De multiples obstacles se dressent encore devant ces objectifs.

UNE SITUATION PRÉOCCUPANTE

Dans de nombreuses régions, la réaction conserve encore de fortes positions malgré les reculs qu'elle a du subir.

Paralysant les appareils d'Etat et notamment les organes de tutelle de l'agriculture, agissant par des intimidations, le dégralement systématique, l'aggravation délibérée et l'exploitation des difficultés objectives du système coopératif, y compris par exemple en utilisant à leur profit les conséquences de la sécheresse, les ennemis de la RA s'emploient activement à remettre en cause discrètement ou de façon ouverte les acquis enregistrés depuis 5 ans.

Ces menées se sont particulièrement développées à la faveur du "relâchement" de la pression des milieux progressistes absorbés plusieurs mois durant par les tâches institutionnelles. Elles ont par ailleurs trouvé un encouragement dans les projets de "déstabilisation" et les problèmes posés par l'impérialisme et la réaction régionale à nos frontières.

Il ne s'agit pas de sous-estimer, comme le font certains progressistes sincères mais impatientes, les pas en avant franchis par la RA dans tous les domaines. Il serait cependant plus dangereux encore de négliger l'importance des positions que conservent encore la féodalité et ses alliés réactionnaires, malgré les reculs qui leur ont été imposés. Dans certaines régions ces positions sont telles qu'elles leur permettent de mener au grand jour leurs actions de sabotage et de remise en cause systématique des mesures d'application de la RA. Comment expliquer sinon, le fait que certaines APW font traîner en longueur des dossiers de nationalisation, entravent l'action des APCE et se transforment avec certaines commissions de recours en véritables syndicats de la grosse propriété foncière ?

Fortes de cet appui et mettant à profit le degré insuffisant de mobilisation des masses et la passivité de certains responsables, les gros propriétaires fonciers arrivent souvent, y compris par la force à récupérer des terres nationalisées.

Les gros éleveurs, eux, s'acharnent à retarder le lancement des tâches politiques de la troisième phase. Plus de 2 ans après la promulgation du Code Pastoral, aucune mesure sérieuse n'a été prise pour limiter les troupeaux, évincer les affairistes de la steppe, préparer la distribution des terres de parcours au profit des azeles et des petits et moyens éleveurs. Les mesures techniques et financières annoncées, vidées de leur contenu politique inséparable, ne touchent pas aux privilèges des gros éleveurs. Au contraire, elles leur permettent, par le jeu de leurs alliances d'en être les principaux bénéficiaires. Ce sont eux qui provoquent l'augmentation du prix du mouton, qui tirent bénéfice de l'appauvrissement des petits éleveurs ruinés par la sécheresse, qui s'accaparent aussi le fourrage provenant du nord du pays et vendu à bas prix par les domaines agricoles de l'Etat et les coopératives.

Parallèlement la réaction déploie des activités sournoises à l'interieur même des organes de soutien à la RA pour priver les domaines et les coopératives du soutien logistique de l'Etat et décourager les efforts des producteurs engagés dans la bataille de la produc-

tion. Cela s'est illustré par :

- . de graves défaillances dans la commercialisation de la production maraîchère et fruitière obtenue au prix d'efforts acharnés (exemple de la pomme de terre de Mascara) ;
- . des retards dans l'acheminement du matériel agricole, des matériaux pour la construction de bassins de retenue, de hangars, de bergeries, le creusement de puits, etc., de nombreuses unités de production attendent des motos-pompes commandées depuis plusieurs années ;
- . des fermetures des points de vente de certaines CAPCS où s'approvisionnent les coopératives. Ce qui favorise la spéculation sur les produits de base : blé, orge, légumes secs, etc. ; des revendeurs privés agréés par l'OAIC ont pu vendre l'orge à 100 DA le quintal en toute tranquillité (comme dans la région de Sidi-Bel-Abbès) ;
- . des "pénuries" de pièces détachées agricoles introuvables à l'ONAMA mais disponibles à prix d'or chez les gros commerçants privés notoirement connus ;
- . le détournement de l'aide destinée à la paysannerie laborieuse vers les gros propriétaires ou les paysans riches presque exclusivement, sous prétexte de solvabilité ; dans une commune près de Sétif, un gros propriétaire a mis la main à lui seul, sur les 3/4 des crédits d'équipement !
- . des distributions de semences de façon contraire aux intérêts de la RA ; lors de la dernière campagne labours-semences, l'OAIC a, dans de nombreux cas, fourni à des gros propriétaires fonciers et à des capitalistes agraires des quantités de semences supérieures aux besoins correspondant aux superficies détenues ou aux fourchettes de limitation ; ces distributions, en négligeant le critère de travailleur direct et personnel de la terre, ont aggravé la spéculation et le poids des couches parasites sur la paysannerie laborieuse ; dans d'autres cas, le secteur d'Etat et coopératif s'est vu refusé la priorité qui lui revenait dans la fourniture de semences fourragères et n'a reçu très souvent que des graines de qualité médiocre ; les petits paysans ont subi le même sort.

Cette situation et les reculs qu'elle entraîne dans plusieurs secteurs, est facilitée et encouragée par les entraves à la démocratie révolutionnaire.

Les conceptions étroites, quand elles ne sont pas inspirées par une opposition à la RA véhiculée par des responsables du FLN et d'organismes de l'Etat, freinent les initiatives des masses à la grande



satisfaction de la réaction. La fusion de la FNNT au sein de l'UNPA hâtivement décidée et exécutée malgré les réserves exprimées par les travailleurs des domaines agricoles de l'Etat notamment, le préalable de l'appartenance au FLN pour être élu à l'UNPA, les menées droitières et antidémocratiques dans la réélection des organes de base de cette organisation ont été aussi interprétés comme un encouragement aux alliés de la réaction foncière.

### POUR DONNER UN NOUVEL ÉLAN A LA REVOLUTION AGRAIRE

Pour cela une plus grande unité d'action et une meilleure convergence des efforts des progressistes, des patriotes, des travailleurs et des paysans laborieux sont nécessaires. Elles viseront à :

- achever la récupération des terres de la 1ère et de la 2ème phases encore exploitées par les gros propriétaires fonciers et les gros absenteïstes et les moyens de production que ces derniers ont réussi à conserver illégalement ; procéder en outre à la confiscation de certains équipements et autres moyens de production encore détenus par de gros propriétaires fonciers limités et dont l'importance excède les besoins de l'exploitation des terres qui leur restent (bâtiments d'exploitation, matériel d'irrigation, etc.) ;
- engager effectivement les tâches politiques de la 3ème phase par la redistribution des terres de parcours au profit des azels, des bergers, des petits et moyens éleveurs et des autres couches laborieuses de la paysannerie vivant dans la steppe ; la limitation des troupeaux des gros éleveurs et l'interdiction de l'accès à la steppe aux gros absenteïstes ; l'essor de l'élevage dans la steppe (forage de puits, construction d'ouvrages d'exploitation, etc.) ;
- élever la qualité et l'efficacité des organes de soutien de la RA en adaptant leur intervention aux tâches politiques et économiques de l'heure ;
- prendre des mesures concrètes d'aide et d'assistance (matérielle, technique, financière) au profit de toutes les couches de la paysannerie laborieuse et en particulier celles qui continuent de subir l'emprise économique et politique des gros propriétaires fonciers capitalistes agraires ;
- élargir la démocratie révolutionnaire dans les campagnes par le renforcement du poids des organisations et instances représenta-

tives et la rénovation de leurs relations avec le FLN et les structures économiques et politiques de l'Etat.

Il convient en outre :

- d'agir avec plus de détermination pour protéger la paysannerie laborieuse contre les effets que ne manqueront pas d'engendrer la sécheresse qui a sévi dans certaines régions ainsi que les retards qu'a connus la dernière campagne labours-semailles ;
- de confier aux CAPCS le monopole à l'échelle communale de la commercialisation du matériel agricole et d'encourager l'entraide entre les domaines, les CAPRA, les paysans pauvres et moyens pour une meilleure utilisation du matériel disponible ;
- de délivrer des crédits de campagnes et d'équipements aux paysans pauvres et moyens en liaison avec l'action des CAPCS ; cette mesure servira de levier économique pour favoriser la coopération selon des formes souples et appropriées ;
- d'assurer le bon déroulement de la campagne des labours de printemps en prenant les dispositions nécessaires en matière de crédits, de matériel aratoire conséquent et adapté (différent de celui des semailles), de tracteurs, carburants et lubrifiants, de vulgarisation des techniques de labours préparatoires ;
- de mener à bien les travaux de désherbage par la fourniture en temps voulu de produits phytosanitaires et par leur utilisation rationnelle et en développant l'apport du volontariat ;
- de préparer dès maintenant la campagne moissons-battage au plan des crédits et du matériel en renforçant le parc des CAPCS. ———

### AVEC LE CONCOURS DE L'URSS...

UN contrat a été signé par la centrale soviétique SEEKHOZPRO-MEXPORT et l'organisation d'Etat pour les céréales du ministère du commerce de l'Irak, portant sur la construction de 4 silos d'une capacité totale de 115 000 tonnes. L'URSS a acquis une grande expérience en ce qui concerne la réalisation de tels ouvrages à l'étranger. 4 silos dont la capacité totale est de 44 000 t ont été déjà construits en Irak avec l'aide de l'URSS, 4 autres de 10 000 t chacun sont en voie de réalisation.

L'URSS a livré 6 chalutiers à l'Irak et la centrale PROMASHEX-PORT a passé un nouveau contrat avec la société de pêche soviéto-irakienne RAFFEDAIN FISCHERIES LIMITED pour la livraison de deux nouveaux chalutiers congélateurs de gros tonnage, ainsi que la documentation technique et un lot de pièces de rechange afin d'assurer les réparations de garanties. ———

## UNIVERSITE :

LES CONDITIONS D'UN ENSEIGNEMENT  
DEMOCRATIQUE ET DE QUALITE

Le monde universitaire, les patriotes, les révolutionnaires suivent actuellement avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation à l'université. Un certain nombre de faits amènent à se poser des questions sur l'avenir de la démocratisation de l'enseignement en tant qu'orientation fondamentale.

UNE ORIENTATION QUI FAVORISE  
LES AGISSEMENTS DROITIERS

Les principaux faits à signaler sont les suivants :

- limitation de l'accès à l'université par la diminution considérable du taux de succès au baccalauréat. Résultat : des difficultés sociales dans d'autres secteurs, un grand nombre de jeunes s'étant trouvés sans perspectives, ce qui est encore plus lourd de conséquences ;

- limitation de l'accès à certains instituts et orientation forcée d'étudiants (par exemple, vers l'Ecole Normale Supérieure) ;

Résultat : une sélection sans préparation ni planification sérieuse qui entraîne des déperditions surtout parmi les étudiants ayant des conditions sociales difficiles de vie et de travail ;

- limitation de l'accès à la formation post-graduée par l'instauration (ou la menace d'instauration) de "tests de niveaux" qui constituent de véritables barrages.

Ces mesures ont été justifiées officiellement par le souci d'éviter à l'université des difficultés trop grandes et d'améliorer la qualité de la formation. L'expérience a déjà montré que la solution n'est pas là. En effet, il a fallu fermer des filières faute d'étudiants. D'un autre côté un certain nombre de bacheliers n'ont pu s'inscrire faute d'avoir été admis dans des établissements ou des études conformes à leur vocation et à leurs capacités. Cela a

entraîné un sous-emploi des moyens de formation. Les véritables problèmes (parce qu'ils sont ailleurs) n'ont pas encore vu même un début de règlement.

Bien plus, certaines forces mettent à profit ces mesures pour tenter d'instaurer à l'université un climat propice à la remise en cause des principaux acquis de l'enseignement supérieur. Elles agissent de diverses manières, mettant à profit des postes d'autorité que certains de leurs éléments occupent. :

- elles prennent des initiatives et poussent à des mesures visant à institutionnaliser et généraliser une politique étroitement élitiste (et donc de droite) en l'opposant de fait aux exigences de la démocratisation et des besoins accrus du pays en cadres ;

- elles alimentent le mécontentement des enseignants et des étudiants par des mesures autoritaires : telle qu'elle a été réalisée, l'application des décisions positives de la revalorisation des rémunérations des enseignants et du plein-temps a fortement amoindri leur impact : mise en avant d'une comptabilisation des heures de "présence" au sens bureaucratique du terme, surcharge pédagogique. L'affectation des enseignants aux divers postes est faite de façon souvent autoritariste et irrationnelle de sorte qu'elle désorganise souvent l'activité et la continuité pédagogique. Les comités pédagogiques (C.P) se heurtent de leur côté à des entraves et des pressions continues sur les enseignants et les représentants étudiants : non application des textes, interdiction d'affichage et de réunions; refus de créer ou de reconnaître les CP en post-graduation, etc.

- ces forces cherchent à cacher leurs responsabilités dans les difficultés que traverse actuellement l'université en essayant de dramatiser celles-ci. Elles propagent des bruits au sujet de mesures qui seraient prises : instauration d'un système sélectif antidémocratique, remise en cause des aspects positifs de la Réforme de l'Enseignement Supérieur.

Un tel climat est préjudiciable au fonctionnement de l'université et à la sérénité indispensable au large débat auquel ont appelé les autorités pour déterminer, à partir du bilan de la Réforme de l'Enseignement Supérieur (RES), la nature véritable des problèmes actuels de l'enseignement. Les résultats de ce large débat et de cette analyse sont indispensables à une action gouvernementale efficace et avant tout bien orientée dans ce domaine.

Les comités des étudiants (CCU) ont organisé une semaine d'action au milieu du semestre. Cette initiative, tout en contribuant à faire baisser la tension a débouché sur un projet de plate-forme

sur la base duquel se font leurs interventions responsables au débat.

L'apport des étudiants reste cependant considérablement limité par l'absence d'une organisation propre à cette importante couche de la jeunesse. Il devient impérieux, dans l'intérêt national et celui de la révolution, de faire droit à cette aspiration légitime à une organisation nationale spécifique des étudiants dans le cadre des efforts d'ensemble pour unifier la jeunesse.

## LES VÉRITABLES PROBLÈMES

Il ne s'agit pas d'opposer quantité et qualité. Elles sont étroitement liées. La diffusion massive de l'instruction, seule solution pour le développement du pays, est la base nécessaire à des progrès qualitatifs. C'est pourquoi la démocratisation est une tâche essentielle ; elle se trouve au centre aussi bien des luttes actuelles que des problèmes de l'enseignement.

Les causes profondes des problèmes de l'université se situent dans :

- le décalage entre la croissance des effectifs et la faiblesse relative des réalisations en matière d'infrastructures universitaires et de formation des enseignants ;
- l'absence d'une véritable politique de rémunération du personnel universitaire (pédagogique, administratif, ...) que les mesures de septembre 77 ont venues pallier jusqu'à un certain point ;
- les répercussions sur les étudiants des conditions de vie et d'étude difficiles ;
- les obstacles divers rencontrés par la politique d'arabisation et d'algérianisation du système de formation ;
- les agissements des forces droitières tendant à aggraver les difficultés et à laisser s'accumuler les problèmes pour justifier la remise en cause du principe même de la démocratisation.
- l'absence d'une organisation nationale spécifique des étudiants et les difficultés que rencontre l'organisation syndicale des enseignants et employés de l'université.

Un enseignement démocratique de qualité implique que ces faiblesses réelles de la situation actuelle soient corrigées dans le sens de l'approfondissement des acquis :

### 1) La transformation des conditions sociales de la formation :

Elle consiste en l'amélioration des conditions de vie et de tra-

vail des enseignants, étudiants, des agents administratifs et "para-enseignants" ; l'amélioration des conditions matérielles et pédagogiques ; un accès encore plus démocratique à la formation, grâce à un enseignement véritablement gratuit en priorité pour les couches les plus défavorisées (politique des bourses, priorité aux investissements sociaux : cités universitaires, logements pour les enseignants, ...) ; un réexamen de l'action menée concernant la construction des infrastructures, afin de les rendre moins coûteuses et plus rentables socialement, et que leurs délais de réalisation soient moins longs afin de répondre à temps à l'évolution des effectifs.

### 2) L'algérianisation en liaison avec la transformation du contenu de l'enseignement et la diversification de nos échanges :

Un enseignement national progressiste et démocratique dont le contenu réponde à nos besoins et à nos objectifs est aussi une condition de qualité. Les tâches qui en découlent accusent un retard considérable et doivent être au centre des préoccupations. La plus grande priorité doit être accordée à la formation des formateurs. Ce qui implique (non pas de restreindre mais) d'élargir l'accès à la post-graduation.

Cela nécessite aussi la révision radicale de la politique de formation à l'étranger : jusqu'à présent presque exclusivement tournée vers les pays capitalistes, elle s'est traduite par bien des maux (très grande déperdition du fait de l'exode des compétences, formation technique souvent inappropriée, outre les dangers sur le plan idéologique). De manière générale, c'est toute la politique de coopération scientifique et culturelle qui est à réviser en diversifiant nos échanges scientifiques et culturels comme y appelle la Charte nationale : la coopération avec les pays socialistes constitue un point d'appui décisif et l'une des meilleures garanties contre les agissements de l'impérialisme à l'égard desquels il faut organiser ici une vigilance sans faille.

### 3) L'arabisation conditionne pour une grande part l'accès de larges masses à l'instruction et au savoir, donc la démocratisation de l'enseignement.

On doit poursuivre résolument et avec constance l'effort engagé en corrigeant les faiblesses qui ont entravé son cours. L'enseignement en langue nationale pour les étudiants en français n'est pas contrôlé pédagogiquement. Il est laissé à la discrétion des enseignants (dont un grand nombre a une orientation incompatible avec nos options et une compétence discutable).

Pour les étudiants en langue nationale, les difficultés sont insurmontables (encadrement, documentation insuffisants,...) et une circulaire (n°222) interdit, même à ceux qui parmi eux maîtrisent le français, de s'inscrire en post-graduation assurée seulement en français. Cette séparation trop absolue entre les deux secteurs doit trouver une solution qui fasse progresser de façon réelle une arabisation de qualité (généraliser le bilinguisme dans ce sens?)

#### 4) Une gestion démocratique et planifiée.

C'est des hommes qui y sont impliqués (enseignants, enseignants, auxiliaires...) que dépend la santé du système de formation. Gestion et planification de ce système exigent donc dialogue, concertation, démocratie à tous les niveaux. Il s'agit d'assurer la cohérence entre les objectifs de développement et les décisions en matière de formation. La question des priorités dans la formation, des programmes, des disciplines, le choix des filières doivent correspondre aux besoins actuels et prévisibles en cadres, spécialistes et ouvriers qualifiés aux différents niveaux, aussi bien pour l'économie que pour l'enseignement.

#### 5) La recherche scientifique.

Enfin, le développement de la recherche scientifique et son encouragement systématique est une nécessité pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la refonte des programmes.

## POINTS DE VUE SUR CERTAINS SECTEURS DES SCIENCES SOCIALES

LES problèmes généraux posés à l'université dans son ensemble, sont traversés ici par les problèmes idéologiques et politiques qui interviennent directement dans la formation.

En effet, c'est l'ambition de ces établissements de former la majeure partie du personnel des appareils de l'Etat. Il est logique que les luttes qui se déroulent dans les autres secteurs de la vie du pays, se manifestent ici, autour des orientations idéologiques à imprimer au contenu de l'enseignement. Ces orientations viendront-elles renforcer ou contrecarrer les options progressistes du pays? Serviront-elles à combattre, sur le terrain et par l'argumentation scientifiques, l'idéologie bourgeoise, ou au contraire à la diffuser?

Le problème de la qualité est ici, autant sinon plus qu'ailleurs lié à la réponse à ces questions. L'intérêt de l'université et du pays exige qu'on y réponde de façon sereine : en créant et développant les possibilités démocratiques de confrontation entre les divers points de vue en liaison vivante avec les réalités du pays; en luttant contre les mesures administratives autoritaires visant à nier la réalité de la lutte idéologique dans l'enseignement. Il faut éviter les faux problèmes mis en avant par les droitiers qui n'ont pas intérêt à la clarté pour diviser, ou par des progressistes qui tombent dans le piège, leur facilitant ainsi la tâche.

Parmi ces faux problèmes, il faut particulièrement signaler celui de la qualité des enseignants quand il est posé dans l'abstrait. La meilleure façon de le poser est dictée par l'exigence même d'un enseignement démocratique de qualité : il faut se pencher sur les problèmes qui entravent la formation autant des enseignants que des étudiants et leur trouver les solutions adéquates. Il faut créer les conditions de vie et de travail qui, en facilitant les efforts de formation, permettent aux enseignants de ne pas se laisser utiliser dans une politique de sélection injuste.

Il faut établir des relations pédagogiques telles que l'étudiant

puisse être jugé sur le savoir réel qu'il a acquis, même s'il exprime des idées différentes de celles de l'enseignant. Celui-ci pourra ainsi, améliorer ses connaissances et ses dispositions pédagogiques, y compris au contact des interrogations contradictoires qui lui viennent de ses étudiants. Ainsi pourront également être évitées les frictions qui arrivent à opposer enseignants et étudiants et se cristalliser sur la question de la notation.

\* \* \*

Les points de vue qui suivent abordent des problèmes particuliers. Nous les donnons à titre de contributions à discuter et approfondir pour l'action en vue de solutions positives.

- A l'Institut des Sciences Economiques :

Quelques questions ont été au centre de l'attention. Renjant le programme sur la base duquel elle a été élue, l'Administration de l'Institut a rejeté les propositions de la commission de recrutement des assistants nationaux. Celle-ci avait procédé à un classement des postulants en fonction des résultats obtenus en licence et en 1ère année de post-graduation. On leur a préféré des étudiants nouvellement licenciés dont certains ont eu beaucoup de difficultés à assurer l'encadrement des étudiants au cours des séances de Travaux dirigés (T.D) du 1er semestre.

Les raisons de cette attitude ont été clairement développées : l'hostilité à un courant d'idée dont on pense que les éléments non recrutés se réclament. Parmi ces derniers certains s'étaient fait remarquer par leur engagement en faveur du Volontariat pour la Révolution Agraire ou dans l'activité constructive des comités pédagogiques (CP). On a voulu faire obstacle aux partisans de la Charte Nationale et aux partisans du socialisme.

Tout au long du semestre, la filière "Théorie" de post-graduation a été l'objet de menaces ("Elle n'a pas sa raison d'être"... "Il faut la dissoudre"... "Il faut casser les théoriciens"...). Ces mêmes milieux qui font de la surenchère technocratique s'efforcent d'exclure toute référence concrète à l'expérience riche et féconde de la planification dans les pays socialistes. Les étudiants du 3ème semestre (S3) de cette filière (et de toute la post-graduation) ont eu à suivre une surcharge de cours, séminaires et T.D. qui a gravement nui à la préparation du travail de recherche : presque aucun étudiant ne l'a entamé alors que les textes stipulent que le sujet de recherche déposé en fin du 2ème semestre (S2) doit être soutenu au cours du 4ème semestre (S4). En fin du 3ème semestre

une circulaire rectorale institue précipitamment un examen écrit et en dicte les modalités de façon telle qu'elle a entraîné une protestation des enseignants contre cette tentative déguisée de remise en cause de leurs prérogatives et compétences (ainsi que celles des C.P) en matière de modalités et de souveraineté d'appréciation des résultats des étudiants. Ces derniers proposent de reculer l'examen jusqu'à la réunion du C.P qui mettra au point les modalités d'application de la décision rectorale, en dépit du fait qu'elle entre en contradiction avec l'esprit de la Réforme de l'Enseignement Supérieur (R.E.S) et les textes portant création de la post-graduation. L'administration refuse cette proposition escamotant une erreur des étudiants pour sévir. C'est en effet ce qui se passe : et voilà toute une filière (une vingtaine de futurs enseignants!) déclarée défailante et menacée d'exclusion, malgré l'avis défavorable de l'opinion à l'Institut. Certains enseignants ont été accusés d'avoir organisé des examens "pirates" (c'est à dire en dehors de la date décidée par le rectorat !) et un membre de l'administration a été déclaré complice dans l'organisation de ces examens.

Ce sont là autant de problèmes créés sous prétexte d'assurer la qualité de l'enseignement, mais qui, dans les faits, aggravent les problèmes déjà existants. On ne peut que déplorer le sectarisme et l'étroitesse qui marquent les conceptions de ceux qui en sont les instigateurs. La masse des enseignants, des cadres et agents administratifs et des étudiants, leurs organisations syndicales, les forces progressistes au sein de l'Institut et en dehors de lui, trouveront les voies pour dépassionner les débats, éviter les diversions et manoeuvres de division pour créer à l'Institut le climat favorable à la solution de ces problèmes, par l'approfondissement des acquis de la R.E.S et de la démocratisation de l'enseignement. Les résultats de la journée d'étude sur ces problèmes sont une bonne base dans ce sens.

Les efforts pour assurer la qualité de l'enseignement passent ici par la mise en échec des tendances qui cherchent à utiliser l'Institut comme tribune de diffusion des idées contrecarrant la lutte antiimpérialiste d'indépendance économique de notre peuple, comme tremplin pour attaquer la Charte Nationale et les options progressistes de notre pays (défense de la RA, du secteur d'Etat, ...)

- A l'Institut de Droit d'Alger :

La mesure de limitation du taux de succès au Baccalauréat et les nouvelles conditions d'inscription en Droit pour les nouveaux ba-

cheliers (avoir obtenu 12 en Philosophie) ont eu ici des conséquences spectaculaires : 130 nouveaux inscrits soit à peu près le 1/10 de l'effectif de l'an passé.

Par ailleurs, des locaux en construction (prévus pour entrer en service depuis 2 ans !) sont pratiquement terminés et partiellement utilisés. De ce fait, le problème des locaux ne se pose pas de façon aiguë pour cette année. Cependant, l'infrastructure en matière de photocopie, par exemple, et la documentation demeurent très insuffisantes (notamment en langue nationale) :

- la bibliothèque reste trop petite, insuffisamment fournie, son personnel non formé, d'où erreurs et lenteurs dans la remise des ouvrages ;

- ces problèmes se posent avec d'autant plus d'acuité que les bibliothèques universitaire et nationale sont éloignées de l'Institut et que les étudiants (et enseignants) se heurtent au problème du transport ;

- Il est pratiquement impossible de faire dactylographier des textes pédagogiques : il n'existe que deux dactylos, en français, pour tout l'Institut ; d'où retards dans la confection des dossiers de T.D. La salle des machines est exiguë, sans personnel qualifié, d'où gaspillage (volontaire ou non) : les machines en panne, ou le puisement des stocks de papier ou d'encre ne sont pas signalés à temps... par exemple !

En fait, tous ces problèmes matériels deviennent très vite des problèmes pédagogiques graves : les cours, les dossiers de T.D, qui ont exigé tant d'efforts pour leur confection, ne sont pas tirés.

Concernant la situation du corps enseignant, les décisions ministérielles de Septembre 77 viennent contribuer au règlement, au moins au niveau des principes, de certains problèmes matériels et lever certaines ambiguïtés. Le principe du plein-temps constitue un important acquis qu'il s'agit, progressivement, de concrétiser.

- Les structures démocratiques continuent à avoir un fonctionnement irrégulier et atrophié : les équipes pédagogiques ne tiennent plus de réunions hebdomadaires, ni les comités pédagogiques de réunions mensuelles régulières. Leurs attributions (réflexion sur le contenu de l'enseignement et les méthodes pédagogiques, discussion et mise au point des modalités de contrôle des connaissances) sont remises en cause dans les faits. (Les C.P par exemple ne se réunissent plus que pour enregistrer les dates d'examens.)

La direction n'a pris aucune initiative en vue d'animer ou de mettre sur pied certains organes qui auraient pu intervenir pour régler les problèmes en suspens. Elle laisse pourrir les choses.

Quand il s'est agi de créer un Comité Scientifique de l'Institut, il a été constitué par le Conseil de Direction et les agrégés sans consultation de la grande majorité des enseignants, à l'encontre de l'esprit et de la lettre de la R.E.S.

- De ce fait le contenu de l'enseignement et les modalités d'examen sont laissés à la discrétion des enseignants. Aucun contrôle démocratique n'est exercé à ce niveau. Ce problème se pose d'une façon particulièrement grave dans la section en langue nationale où les nombreux enseignants coopérants développent une orientation générale qui, pour la plupart, s'oppose à l'option de notre pays.

- La post-graduation et la formation des enseignants : le magister a été institué cette année en vue prioritairement de former des enseignants. Mais là aussi l'effort s'avère disproportionné par rapport aux immenses besoins : 3 filières pour 20 étudiants chacune, ont été ouvertes, et un test (de niveau) écrit et un oral de "culture juridique générale" instaurés.

Le choix des 3 filières - "Administration et Finances", "Contrats et responsabilité", "Droit international" - semble avoir été dicté par l'existence d'enseignants disponibles et le nombre limité d'étudiants par filière par des critères pédagogiques. Il faut cependant penser à développer un encadrement de qualité et d'orientation progressiste suffisant en nombre, en faisant appel à des pays amis. Il faut aussi rentabiliser le potentiel de formation nationale en s'appuyant sur la masse des enseignants progressistes, dont il faut encourager l'organisation syndicale, pour faire reculer les réticences à l'application du plein-temps.

Les filières de magister doivent être ouvertes en fonction des besoins immédiats et futurs du pays. L'ouverture des 3 seules filières ne s'explique peut-être pas uniquement par le manque d'encadrement : la filière "Droit des entreprises", ouverte jusqu'à l'an passé, n'existe pas cette année. On avait prévu d'ouvrir cette année une filière "Droit de la Révolution Agraire". Ces filières, ainsi que d'autres sur la Charte nationale, la Constitution, les législations des pays socialistes et progressistes, ont leur place dans un Institut qui voudrait contribuer et en même temps s'adapter aux transformations progressistes en cours dans notre pays et dans le monde.

Tous ces problèmes devraient trouver un écho et des orientations positifs pour leur solution dans le court ou le moyen terme, notamment au cours de la journée d'étude que l'Institut organise à la rentrée du 2ème semestre.

## FORMATION - RECHERCHE SCIENTIFIQUE - TECHNOLOGIE

### QUELLE COOPERATION ?

TOUTES les forces progressistes et patriotiques de notre pays s'accordent aujourd'hui sur l'importance vitale de la formation, du développement de la science, de la maîtrise de la technologie pour mener avec succès la bataille de la production.

L'un des obstacles majeurs dans cette voie est constitué par la pénétration impérialiste de plus en plus profonde dans ces domaines.

#### UNE DOMINATION MULTIFORME

Dans le domaine de la formation, on peut constater une domination de plus en plus grande des principaux pays capitalistes.

-Pour le seul ministère de l'enseignement supérieur, en 1976-1977 près de 90% des boursiers algériens à l'étranger ont été dirigés vers la France, les U.S.A, la Grande Bretagne.

En 1972, il n'y avait que quelques boursiers aux U.S.A, en 1976 on compte 180.

La même année 1976 on a inauguré une nouvelle orientation puisqu'un grand nombre d'étudiants envoyés aux U.S.A l'étaient en Sciences sociales, jusque dans les disciplines comme ...la planification. C'est une orientation grave et dangereuse, opposée aux orientations de la Charte nationale : peut-on s'attendre à ce que les U.S.A, le pays du capital par excellence forme des sociologues, des économistes, des philosophes, des psychologues, des... planificateurs, des gestionnaires dans l'optique, dans le sens des orientations d'un pays qui opte pour le socialisme. C'est une aberration!

Pour le recrutement du personnel universitaire étranger en Algérie, on s'adresse aussi aux mêmes pays capitalistes.

Cette orientation semble se poursuivre pour l'année universitaire 1977-1978 : alors que le nombre de reçus au baccalauréat a été fixé pratiquement en fonction des places disponibles à l'université algérienne (donc un taux d'échec important) des centaines de bourses offertes par l'U.R.S.S et les autres pays socialistes ont été refusées cette année.

-En ce qui concerne la formation prise en charge par le secteur

économique, on retrouve en général le même phénomène. Les liens de la plupart des entreprises nationales avec le marché capitaliste mondial et les multinationales entraînent l'envoi massif de jeunes algériens dans les pays capitalistes pour une formation d'ingénieurs ou de techniciens : près de 2000 actuellement.

Dans le même temps et pour les années 1975 et 1976, sur 700 places pour la formation d'ingénieurs et de techniciens offertes par l'U.R.S.S, à peine 130 ont été utilisées.

Ces orientations vont à l'encontre de l'intérêt national :

1) Elles entraînent une dépendance culturelle, scientifique et technique vis à vis des pays capitalistes, bloquent l'édification d'un système national d'enseignement, et ont des conséquences néfastes sur la qualité de la formation et des répercussions profondes sur l'économie du pays en favorisant les menées de l'impérialisme contre notre pays ;

2) L'impérialisme tente d'influencer le contenu de la formation des cadres pour s'assurer des circuits de pénétration économiques, influencer les décisions politiques et mener la lutte idéologique contre les options de notre peuple, contre le socialisme.

On conçoit qu'avec une telle orientation de leur formation, beaucoup d'enseignants, de cadres, quel que soit leur patriotisme ou leur bonne volonté, trouvent des fois des difficultés insurmontables à assumer pleinement leur rôle, à former le type d'hommes dont le pays a besoin, à maîtriser et à résoudre correctement les problèmes d'un pays à orientation socialiste.

Peut-on en dire de même des cadres formés dans les pays socialistes ? Une chose est certaine : personne ne les dresse, ni ne les dressera contre les options de notre peuple.

3) Avec la polarisation de nos relations vers les pays capitalistes, l'algérianisation de notre système de formation s'en est trouvé freinée : aujourd'hui sur près de 5000 enseignants du supérieur, plus de 3000, dont la grande majorité viennent des pays capitalistes, sont encore étrangers.

L'impérialisme exerce aussi un chantage continu sur la coopération en matière de formation. Le cas des pressions du gouvernement français est le plus connu.

4) Un terrain favorable est créé aux manœuvres de l'impérialisme pour procéder à la "fuite des cerveaux". Un travail systématique est fait pour détecter les meilleurs cadres algériens envoyés en formation dans les pays capitalistes, pour ensuite tout mettre en

oeuvre en vue de retenir les spécialistes que notre pays a eu tant de peine à former. On estime à plus de 20 % le nombre de personnes envoyées en formation dans les pays capitalistes et qui y restent définitivement. Ainsi sur les 1800 boursiers de l'enseignement supérieur, ce sont environ 360 enseignants et spécialistes que notre pays va certainement perdre.

Même les sociétés nationales en ont fait l'expérience. Combien d'élèves-pilotes envoyés par "Air Algérie" au Canada sont-ils revenus ? un pourcentage infime.

C'est le cas aussi de la SNS : sur 40 étudiants envoyés en Europe capitaliste et ayant terminé leurs études, seuls 3 sont rentrés en Algérie.

Pour la même SNS, tous les 14 étudiants devant achever leurs études en 1976 en U.R.S.S., sont rentrés avec leur diplôme d'ingénieurs.

Une nouvelle tactique mise en place semble prendre de l'ampleur : des stagiaires et des étudiants formés dans certains pays capitalistes reviennent en Algérie, occupent des postes, des fois de hautes responsabilités, et repartent ensuite définitivement là où ils ont été formés emportant avec eux une connaissance de nos problèmes qui sera utilisée contre notre pays par les officines impérialistes.

Il y en a même qui, formés dans les pays socialistes sont envoyés pour "recyclage" dans les pays capitalistes : c'est là un véritable détournement de la coopération avec les pays socialistes au profit des pays capitalistes !

5) Quant au coût de la formation, les coûts sont trop connus pour y revenir. Signalons seulement que le coût d'un an d'études d'un stagiaire envoyé aux U.S.A revient à près de 50 000 DA, sans compter la bourse à payer à l'étudiant par l'Algérie (le tout en devises).

La formation en URSS est gratuite. Seul un complément de bourse de 200 DA par mois est payé aux étudiants par l'Algérie (en dinars et en Algérie).

D'autre part, la différence entre le salaire versé à un coopérant des USA et à un coopérant de l'URSS est très importante. Il arrive même souvent qu'un coopérant des USA coûte 8 fois plus cher à l'Algérie qu'un coopérant venant d'URSS à égalité de diplômes et de compétences, comme c'est le cas dans les deux centres de formation des cadres à l'INH et à l'JAP à Boumerdès.

Dans le domaine de la recherche scientifique, on assiste aussi à une polarisation presque systématique des relations vers les principaux pays capitalistes. Pratiquement peu d'efforts sont faits pour étudier les possibilités de coopération avec les pays socialistes et d'autres pays antiimpérialistes, ne serait-ce que pour pouvoir choisir en toute connaissance de cause. Ce qui n'est pas sans avoir des effets négatifs sur le développement de la recherche nationale et peut même à terme la conduire à l'impasse.

Ainsi, dans la recherche nucléaire, des illusions sur la possibilité d'avoir accès et de maîtriser la technologie nucléaire avec l'aide des USA ont amené, dans un premier temps, certains responsables à multiplier les avances en direction de ce pays : envoi massif de boursiers et brusque accroissement des relations scientifiques. Tout en acceptant ces avances, le gouvernement US s'est bien gardé de concéder quoi que ce soit. Ce qui était prévisible.

Malgré cette expérience négative, les mêmes illusions ont conduit à se tourner vers la RFA (deux bureaux de ce pays se sont vus confier des études par l'Algérie dans ce domaine), puis récemment à nouer des contacts avec la France. Mais ces deux pays, tout en gagnant certains avantages dans diverses spécialités scientifiques et techniques, n'ont rien apporté de concret dans le domaine de la coopération nucléaire et ce, pour une raison politique évidente :

l'hostilité envers les orientations antiimpérialistes de notre pays.

Cette tentative, consciente ou non, de certains milieux de faire dépendre notre pays des grands pays capitalistes dans le domaine nucléaire n'est pas isolée. C'est ainsi que dans le domaine d'avenir de l'énergie solaire, la recherche est orientée avec toujours les mêmes partenaires, alors que la logique de la démarche scientifique aurait dû conduire à s'intéresser aussi à la technologie mise au point dans les pays socialistes.

Cette orientation unilatérale de la coopération, compromet nos efforts de libération et risque à terme de donner de puissantes armes aux pays impérialistes pour tenter de plier notre pays à leur stratégie d'ensemble.

Comme dans le domaine des hydrocarbures, on donne la possibilité aux multinationales d'utiliser notre pays comme terrain d'expérimentation, en grande partie avec nos moyens financiers et matériels, puis comme marché réservé pour l'écoulement de leur technologie.



## DANS LE DOMAINE DE LA TECHNOLOGIE

Pourtant, déjà dans le domaine de l'importation d'équipements, d'usines et de technologies des pays capitalistes, notre pays a une grande et amère expérience.

Sur les centaines d'usines, d'installations, d'équipements, importés des pays capitalistes, combien fonctionnent ? combien ont atteint seulement 50 % ou 75 % de leurs capacités contractuelles de production ?

Faut-il rappeler que souvent, pour un projet, le choix de la technologie - pour ne pas dire de la multinationale qui la détient, est fait non pas par notre pays, mais sur la base des conseils des bureaux d'études liés aux multinationales et appelés en consultation par les ministères et les sociétés nationales.

Au vu de l'expérience et des résultats de l'effort de formation engagé par notre pays, le bon sens commande une révision sérieuse de l'orientation qui a prévalu jusqu'à présent dans ces domaines.

Les technologies de pointe que nous avons acquises auprès des multinationales n'ont pas donné l'effet qui en était attendu, non pas seulement parce que nous ne sommes pas encore capables de les maîtriser, mais surtout parce que c'est dans la nature des sociétés impérialistes de ne pas favoriser cette maîtrise.

Leur action pousse même à la sous-utilisation ou à la mise de côté de nos possibilités nationales de formation et de notre savoir-faire technologique. Ainsi, de nombreux cadres formés restent inutilisés à leur retour au pays non seulement à cause de la faiblesse de notre planification, mais surtout parce que leur formation a été faite dans des domaines ne correspondant pas à nos besoins planifiés. De nombreuses sociétés nationales qui ont consenti un effort considérable pour mettre sur pied des bureaux d'études ou des services d'engineering, se voient imposer des orientations en vue de les dissoudre et de compter sur la "coopération" technique étrangère.

La bataille de la production et du développement exige donc dans ces domaines :

- de lutter contre les préjugés ou l'hostilité à l'élargissement de la sphère de nos relations scientifiques et techniques vers les pays socialistes, notamment dans les spécialités stratégiques qui commandent notre développement. L'expérience de pays comme Cuba

ou le Vietnam dans la mise sur pied et le développement d'un système national de formation et de recherche, peut nous être fort utile ;

- de veiller à entourer de garanties les relations avec les pays capitalistes, selon l'orientation de la Charte nationale, pour mettre en échec les tentatives même subtiles de diriger notre formation et notre recherche dans un sens non conforme à l'intérêt national et de freiner notre développement économique et scientifique.

## QUELQUES ILLUSTRATIONS

## PROTÉGER LES BUREAUX D'ÉTUDES NATIONAUX

LE renforcement des bureaux d'études nationaux est une des tâches de premier plan pour réunir les conditions de réalisation des plans et objectifs du développement économique et social du pays.

Un exemple d'acquis précieux dans ce domaine est le bureau d'études et de planification (BEP) rattaché au ministère de la défense nationale (haut-commissariat au service national). Sous l'impulsion dynamique de son directeur, il a acquis une sérieuse renommée d'efficacité; on avait réussi à réunir une équipe nombreuse et compétente, concurrentielle des bureaux étrangers. Le BEP rendait de précieux services, notamment aux wilayats.

Mais, cet été, décision est prise d'une brutale réduction des salaires (près de 50%) pour aligner ces derniers sur ceux de la fonction publique. Cette mesure a entraîné le départ de près de 200 cadres du BEP, dont son directeur.

Cette mesure affecte un bureau national qui a montré son efficacité. Toutes les possibilités de lier la préservation et la satisfaction des exigences légitimes des cadres et la solution des problèmes de gestion qu'a pu connaître le BEP, ont-elles été examinées ? Il est clair en effet que, la situation ainsi créée ne va pas dans le sens du renforcement des capacités nationales en matière d'études, et de la libération progressive mais impérative vis à vis des bureaux d'études capitalistes.

## L'EXODE DES COMPETENCES

NOTRE pays n'échappe pas à cet aspect de l'agression impérialiste contre les efforts de développement des peuples.

Pour ne citer qu'un exemple, Air Algérie a signé un accord de formation d'aviateurs algériens avec le Canada ; au terme de leurs études -payées par notre pays-, les pilotes (une trentaine), conditionnés et "appâtés" sont restés au Canada dont ils seraient devenus citoyens.

Il serait erroné de penser que de tels cas sont isolés, ou bien qu'ils relèvent de la seule responsabilité des individus. "L'exode des cerveaux" et celle des compétences en général, dont on sait l'ampleur à l'échelle des pays en voie de développement, est un aspect de la domination et du pillage impérialistes.

## VISA POUR LES U.S.A.

LES étudiants devant demander un visa pour formation post-universitaire aux USA doivent remplir un formulaire de l'ambassade US à Alger, diffusé par les services du ministère de l'enseignement supérieur. Il y est dit notamment : "Avis important" : "...Un visa ne peut être délivré aux personnes qui rentrent dans certaines catégories de personnes définies par la loi comme ne pouvant être admises aux USA" ; A côté des "personnes atteintes de maladies contagieuses" ou "condamnées ...", ces catégories concernent "les membres de certaines organisations, y compris les organisations communistes et celles qui leur sont affiliées".

De telles clauses constituent une atteinte à la dignité nationale autant qu'une pression sur les options progressistes de notre peuple ; voilà qui est difficilement tolérable.

## LA LOI SUR LE MONOPOLE D'ETAT DU COMMERCE EXTERIEUR :

### UNE ARME AU SERVICE DE LA REVOLUTION

L'ASSEMBLEE Populaire Nationale a adopté début janvier 1978 une importante loi sur le Monopole d'Etat du commerce extérieur. En cette période où l'impérialisme exerce des pressions économiques, politiques et militaires de plus en plus fortes sur notre pays, une telle loi a une portée particulière. Accueillie avec satisfaction par les forces progressistes, elle peut aider à répondre aux aspirations légitimes des masses en ce qui concerne l'approvisionnement du pays et la lutte contre la fraction compradore de la bourgeoisie.

Donner à cette loi toute sa portée et veiller à son application effective est une tâche commune de tous les patriotes et progressistes qui savent d'expérience la capacité et l'habileté de l'impérialisme et de la réaction interne à contourner les textes et à les rendre inopérants.

Il est clair que les succès dans ce domaine sont conditionnés par la liaison de nos actions dans le commerce extérieur avec les nécessités de la lutte contre la domination économique impérialiste, pour l'accroissement de la production, une répartition équitable du revenu national et pour la démocratie révolutionnaire.

## LE CONTENU DE LA LOI

Le contenu de la loi est :

- réaffirmation du monopole d'Etat sur le commerce extérieur ;
- interdiction de l'activité des intermédiaires dans les opérations de commerce extérieur ;
- sanction prévues pour les atteintes à cette loi.

Ce qu'il y a de nouveau, ce n'est pas l'affirmation du monopole d'Etat sur le commerce extérieur ; en effet, la Charte Nationale, la Constitution et de nombreux textes officiels précédents ont déjà retenu ce principe, ont pris des mesures d'application et ont mis

en place des monopoles d'Etat qui contrôlent, plus ou moins, l'essentiel de nos échanges extérieurs. L'aspect nouveau réside d'abord dans la décision de mettre fin aux activités de cette bourgeoisie compradore qui, par le commerce extérieur est directement liée au capitalisme international.

Dans cette optique il a été décidé :

- . la dissolution des entreprises privées d'import-export ;
- . la réservation des contrats d'agences commerciales et de représentation aux entreprises publiques ;
- . l'interdiction des contrats d'intéressement et d'exclusivité sauf pour les organismes d'Etat ;
- . l'interdiction à tout algérien de participer à titre privé, en Algérie ou à l'étranger à la préparation, la négociation ou la réalisation d'opérations de commerce extérieur en Algérie ;
- . l'insertion dans tout contrat d'une clause d'exclusion des intermédiaires.

Ce qu'il y a de nouveau c'est aussi, en particulier à la demande des députés, l'exigence d'efforts plus intenses pour une meilleure organisation et une plus grande efficacité des sociétés d'Etat chargées d'exercer le monopole sur le commerce extérieur.

### ELIMINER LES INTERMÉDIAIRES PARASITES

Bien évidemment, cette loi mécontente profondément la bourgeoisie compradore et "dérange" certains autres milieux de la bourgeoisie bureaucratique, les affairistes infiltrés dans l'appareil d'Etat et qui utilisent le secteur d'Etat au profit du secteur privé. En effet, elle touche d'énormes intérêts économiques et politiques.

Actuellement nos importations portent sur une trentaine de milliards de dinars et nos exportations sur un montant de 27 milliards. Les chiffres d'affaires des monopoles d'importations déjà en place (une vingtaine : ONACO, SONACOB, SNCOTEC, ENC, OAIC, ONAB, SNS, SONATRACH, SNMC, SNIC, SONACOME, SNNGA, PCA, etc.) s'élèvent chacun à plusieurs dizaines ou centaines de milliards de centimes. Il en est de même pour les monopoles d'Etat à l'exportation (SONATRACH, OFLA, etc.). Un calcul très simple montre que si les intermédiaires réussissaient à intervenir avec une commission de 3 à 5 %, sous une forme directe ou indirecte, sur seulement la moitié de nos échanges extérieurs, leurs profits annuels atteindraient le montant colossal de 150 à 250 milliards de centimes.

Une telle évaluation est lourde de signification car il faut l'associer à la fuite quasi-totale de ces fonds à l'étranger et à la puissance financière qu'acquière ainsi la réaction interne. Alors que notre pays fait face à un grave problème d'endettement extérieur, la bourgeoisie compradore était récemment encore en mesure de faire fuir, assez facilement, l'équivalent des devises qui font rentrer au pays nos travailleurs émigrés. C'est également des fonds dans lesquels pourront puiser les forces réactionnaires pour mener leurs activités antinationales.

Il s'agissait donc de donner un coup d'arrêt à l'accroissement de la puissance économique et politique de ces intermédiaires. Il n'est un secret pour personne qu'à Alger, plusieurs dizaines ou centaines d'intermédiaires constituent un réseau d'intérêts économiques et politiques occultes, menaçants pour l'avenir. Cela était d'autant plus inquiétant que d'anciennes personnalités politiques ainsi que certains hauts fonctionnaires de l'Etat et des sociétés nationales ont des liens d'intérêts, directs ou indirects, avec les intermédiaires et les milieux affairistes.

Pour éliminer les intermédiaires, c'est à dire pour appliquer la loi, il faut extirper les racines de leur puissance. Il faut également bien comprendre qu'une base essentielle de leur puissance est notre commerce quasi-exclusif avec les pays du camp impérialiste. De même qu'ils tirent profit des déficiences de fonctionnement du système commercial interne et externe.

### L'IMPÉRIALISME, OBSTACLE ESSENTIEL A L'APPLICATION DE LA LOI

S'attaquer aux intermédiaires c'est toucher les intérêts d'une bourgeoisie compradore qui existe grâce à l'impérialisme et qui trouve son profit là où l'impérialisme le trouve. Comme les multinationales, les intermédiaires tirent bénéfice de l'augmentation des prix à l'importation, des pénuries, de la corruption, du gaspillage, de la fuite des capitaux, de notre dépendance extérieure, d'une intégration croissante dans le marché capitaliste mondial. Leur règle est celle du capitalisme : recherche du profit maximum et rapide par tous les moyens ! Leur fonction est d'être les démarcheurs des intérêts capitalistes, leur courroie de transmission et leurs indicateurs bien informés. Il sont un instrument privi-

légé des monopoles internationaux pour tisser des liens plus ou moins occultes avec la bourgeoisie nationale et certains milieux de l'appareil d'Etat et du secteur public, pour pénétrer silencieusement notre économie. Tant que notre pays commercera quasi-unique-ment avec les pays impérialistes, ceux-ci essayeront de trouver, sous des formes légales ou para-légales, les intermédiaires qui leur conviennent : grossistes, industriels privés peu scrupuleux, bureaux d'études étrangers, sociétés d'économie mixte mal contrôlées, fonctionnaires et hommes politiques incompétents ou corrompus, etc...

Depuis l'indépendance, sous diverses formes, l'impérialisme a utilisé sa main-mise sur nos échanges extérieurs pour renforcer les couches sociales qui le servent, en particulier les intermédiaires ; il s'est attaché à rendre moins opérantes nos précédentes lois sur le commerce extérieur et à faire des intermédiaires ou de la corruption un passage obligé.

Il faut donc rectifier l'orientation néfaste actuelle de nos échanges extérieurs, accaparés à 90 % par l'impérialisme dont le chef de file, les USA, devient de loin notre premier client et fournisseur. L'impérialisme fera en sorte que la loi soit contournée si nous ne réorientons pas progressivement une grande partie de nos échanges en direction des pays socialistes et des pays sous-développés, notamment dans les domaines stratégiques. Il faut tenir compte de l'expérience en la matière, aussi bien de la nôtre que de celle des autres pays progressistes.

Les relations commerciales avec les pays socialistes sont avantageuses pour les deux parties ; elles respectent notre indépendance. Elles sont saines parce qu'elles peuvent se baser sur une planification librement discutée et scientifiquement programmée des échanges. Ces échanges visent la satisfaction de l'intérêt général et non du profit personnel. Basées sur des relations d'Etat à Etat elles n'ont pas besoin d'intermédiaires privés pour se développer, elles facilitent leur élimination. Cela explique d'ailleurs la répulsion des milieux comprador devant les contrats avec les pays socialistes : les commissions et pots de vin n'y sont pas de règle.

Signalons enfin que l'un des articles de la loi en question peut spécialement donner à l'impérialisme la possibilité de contourner la loi. Il s'agit de la dérogation accordée aux entreprises étrangères pour importer tout ce qui est nécessaire et prévu à l'exécution des contrats d'investissements. Etant donnée la grande part de tels con-

trats ("produits en mains", "clés en mains",...) dans nos importations, on peut à juste titre craindre tous les dépassements on ce qui concerne cette partie de nos échanges extérieurs, si des mesures réelles et efficaces ne sont pas prises pour un contrôle effectif d'une telle dérogation.

### L'AMÉLIORATION DE LA COMMERCIALISATION : CONDITION DE L'APPLICATION DE LA LOI

Au cours des dernières années, malgré les difficultés et les oppositions, les monopoles d'Etat du commerce extérieur ont été créés et ont réussi à contrôler une bonne partie de nos échanges extérieurs. Ils ont répondu à l'essentiel des besoins premiers du pays et ont permis de mieux faire face à certaines pressions impérialistes.

Cependant, aujourd'hui il ne suffit plus qu'ils aient le mérite d'exister ; leurs carences et déficiences ne sont plus acceptables car ils doivent satisfaire des besoins accrus de la population, du secteur industriel et agricole d'Etat, et de l'ensemble du pays. Il faut faire la démonstration concrète de la plus grande efficacité économique d'un commerce extérieur nationalisé ; celui-ci ne doit pas être à l'origine de pénuries, de surcoûts, de retards, de bureaucratie. Pour cela, il faut réunir les conditions minimales internes et externes au secteur du commerce extérieur.

### LA PRISE EN MAINS DU COMMERCE DE GROS

En effet, l'application de la loi sera d'autant plus aisée et rapide que la commercialisation fonctionnera mieux. Une des raisons objectives de l'existence et des possibilités d'action des intermédiaires réside dans la persistance de la domination des lois capitalistes de fonctionnement de notre commerce et dans les déficiences du secteur d'Etat de la commercialisation intérieure et extérieure. Tant que le commerce de gros ne sera pas effectivement nationalisé et que les commerçants détaillants seront mal protégés et organisés, les intermédiaires pourront exercer, même de façon réduite et détournée, certaines activités dans la commercialisation intérieure ou extérieure. En effet, comment un monopole d'E-

tat qui importerait pour des grossistes privés et par conséquent en contact important et constant avec eux, pourrait-il éviter des pratiques semblables à celles des intermédiaires ? Comment par ailleurs un monopole d'Etat mal organisé et mal contrôlé pourrait-il éviter que certains de ses agents corrompus ne se comportent en intermédiaires de type nouveau ou en prête-nom pour des intermédiaires occultes ?

De façon générale on sait qu'une mauvaise commercialisation entraîne les pénuries, lesquelles favorisent les trafics de toutes sortes. Une bonne commercialisation exige des liens étroits et organisés entre commerce extérieur, commerce de gros et commerce de détail. Sans l'appui efficace d'un commerce de gros nationalisé, les monopoles d'Etat du commerce extérieur restent désarmés dans leurs actions diverses.

### LA PLANIFICATION

Commerce extérieur et intérieur ne peuvent réussir dans leur mission de satisfaction des besoins de l'appareil productif et de la population qu'en prenant appui sur la planification nationale. Celle-ci peut les guider efficacement pour la détermination des besoins prioritaires, des délais, des orientations des flux commerciaux, des prix.

Les progrès de la planification nationale conditionnent les progrès de l'organisation des monopoles. La situation actuelle déficiente de notre planification rend difficile et quelquefois impossible la programmation de nos échanges au meilleur volume, au meilleur coût, au meilleur moment, avec le client qui convient le mieux.

La planification de nos échanges extérieurs est indispensable pour arrêter l'improvisation et la soumission aux lois injustes du marché capitaliste mondial. La nécessité de la planification nationale s'impose aussi pour délimiter les domaines d'action prioritaires des monopoles et les moyens indispensables à leur action.

### MAÎTRISER D'ABORD LES SECTEURS STRATÉGIQUES

La planification nationale pourrait indiquer rationnellement les domaines et produits stratégiques du commerce extérieur et ceux qui sont provisoirement secondaires.

L'expérience des dernières années a montré que la plupart des monopoles d'Etat, notamment à l'importation, ne pouvaient maîtriser d'un seul coup l'ensemble du domaine dont ils avaient la charge. Certains monopoles sont chargés de l'importation de milliers de produits. Cependant, si on y regarde de plus près, on constate que seulement cent à deux cents produits sont stratégiques et constituent 75 à 80 % de leurs chiffres d'affaires. Il s'agira donc, dans un premier temps, de concentrer les efforts pour maîtriser totalement d'abord ces produits et secteurs stratégiques, et fixer provisoirement des règles de contrôle, conformes aux options du pays pour le reste. Une telle conception peut permettre aux monopoles d'Etat d'accomplir leur mission essentielle, de ne pas succomber sous le poids des problèmes et aussi d'éviter les pénuries et la spéculation, préjudiciables à la production et aux consommateurs.

Une autre règle devrait être aussi une gestion stricte du monopole excluant toute dépense de prestige et marge d'intervention excessive.

### DES MOYENS NECESSAIRES

Une fois leurs domaines d'intervention fixés, il faut organiser convenablement les monopoles et leur donner les moyens de travail adéquats : étudier avec soin le nombre et la répartition des monopoles entre les différents ministères économiques, la coordination des monopoles, les liens entre secteur productif et monopole de commercialisation, le contrôle des monopoles par les ministères du commerce, des finances, le plan, ... La gestion d'un monopole ne doit pas être une charge trop lourde pour une société nationale, ou masquer la mauvaise gestion d'une activité de production, mais, être un instrument de soutien au développement des activités productives. Sur la base de l'expérience, il faut se rendre compte que le fonctionnement correct d'un monopole demande d'importants moyens en cadres et agents qualifiés. Les principaux responsables des monopoles d'Etat doivent être particulièrement intègres et techniquement compétents, et être capables de faire preuve d'initiatives pour appliquer les orientations antiimpérialistes du pays et répondre aux besoins de la bataille de la production.

## LE CONTRÔLE

Ces objectifs ne peuvent être atteints que si les énergies de tous sont mobilisées, si un contrôle administratif et politique de l'Etat et des travailleurs (notamment à travers la GSE) peut s'exercer sur les monopoles; si sanctions et récompenses viennent à la suite d'échecs ou de succès. Les débats à l'Assemblée Populaire Nationale ont montré, par les améliorations apportées au projet, quels avantages pouvaient être tirés d'une discussion élargie des problèmes importants soulevés par la loi et du contrôle politique par des instances appropriées. Il est certain que les monopoles sont un secteur où l'application de la "Gestion Socialiste des Entreprises" peut être particulièrement fructueuse. La "GSE" y fera avancer la planification et la rigueur indispensables, le contrôle par les travailleurs qui pourront déjouer les manoeuvres des corruptus. Elle sera une arme particulièrement efficace pour empêcher que le monopole d'Etat ne soit détourné de son objectif.

La loi sur le monopole extérieur peut être une arme au service de la révolution; il appartient à tous les patriotes et progressistes de veiller à son application correcte dans la vie.

## UNE EXPERIENCE EDIFIANTE : LA POLITIQUE DE CUBA FACE AUX CONSEQUENCES DE LA CRISE CAPITALISTE MONDIALE

FIDEL CASTRO a prononcé le 24 décembre 1977 un important discours devant l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de Cuba. Ce discours aborde essentiellement les problèmes économiques de Cuba et les directives pour l'économie cubaine en 1978 ainsi que certains autres problèmes intérieurs et internationaux.

Castro montre comment la révolution cubaine continue à progresser sur tous les plans malgré les conséquences néfastes de la crise mondiale du capitalisme sur Cuba, pays en voie de développement ayant un certain niveau de relations économiques avec les pays capitalistes.

Castro constate : " A l'heure actuelle, exception faite d'une poignée de pays pétroliers, et mise à part la communauté socialiste le monde capitaliste développé et le monde sous-développé traversent une crise économique très grave dont nul ne sait comment sortir"; "La situation la plus grave est celle des pays sous-développés (...) non pétroliers... L'énergie coûte cinq fois plus cher, et les équipements trois fois plus cher, tandis que les matières premières qu'ils exportent sont vendues à des prix dérisoires."

Il ajoute plus loin que les pays sous-développés sont "criblés de dettes et qu'on ne sait quand cette crise internationale" prendra fin.

### CUBA A D'ORES ET DÉJÀ SURMONTÉ LES CONSÉQUENCES MAJEURES DE CETTE CRISE GRÂCE A LA RÉVOLUTION ET AU COMMERCE AVEC LES PAYS SOCIALISTES

"Comme notre pays dépend encore dans une large mesure du commerce avec les pays capitalistes, nous devons naturellement subir les conséquences de cette crise" constate Castro. En effet, "les prix du sucre ont brusquement baissé de six à sept fois...; en revanche, les prix des pièces de rechange ont triplé, ceux des matières premières et d'une série de produits importés ont considérablement augmenté". Aussi l'année 1977 a été difficile pour Cuba.

Cependant, la production cubaine s'est quand même accrue de 4% en 1977 alors que si nous en étions à l'époque d'avant la révolution, compte tenu du prix du pétrole sur le marché mondial, tout le sucre vendu au prix actuellement en vigueur sur le marché suffirait à peine à l'achat du pétrole consommé par le pays (9 millions de tonnes)".

"Que serait-il advenu de notre pays sans la révolution et sans les excellents rapports d'échange que nous avons établis avec le camp socialiste et en particulier avec l'Union Soviétique?" (...). "L'URSS nous a aidés sous différents rapports; elle nous a aidés à acquérir des marchandises que nous n'avons pu nous procurer sur le marché capitaliste, une quantité de marchandises supplémentaires par rapport au chiffre établi pour cette année. Les soviétiques nous ont aidés en nous achetant certains produits, notamment une partie du nickel destiné au marché occidental, étant donné que de grandes quantités de nickel invendu s'entassaient dans les entrepôts en raison de la situation économique internationale"; "L'URSS augmente les prix d'achat du sucre à mesure qu'augmentent ceux des produits qu'elle vend à Cuba".

Castro constate aussi qu'il faut "dépendre moins du camp capitaliste. Cela est fondamental... afin que notre révolution ne soit jamais exposées à ces terribles crises internationales"; il ajoute par ailleurs que "notre intégration au camp socialiste s'affirme" et que "Cuba est sortie vainqueur de la lutte avec les USA".

Avec satisfaction, Castro annonce que la conjoncture en 1978 est plus favorable pour Cuba et que Cuba a "d'ores et déjà surmonté les difficultés majeures de cette crise internationale"; il souligne en outre que "Cuba s'est acquittée de toutes ses obligations financières alors que les pays sous-développés sont criblés de dettes".

### LES RESULTATS 1977

#### ET LES DIRECTIVES 1978 A CUBA

En 1978, il est prévu une augmentation de 7,8% du produit social brut (contre 4% en 1976).

Cuba produira en 1978, 2 700 000 tonnes de ciment, et en 1979, elle en produira 5 000 000 de tonnes. Cuba exportera davantage de bouteilles, de ciment, de poissons, de produits divers. Castro conclut que les cubains ont "besoin de posséder davantage une conscience d'exportateurs que d'importateurs".

En 1977, les échanges commerciaux avec les pays socialistes ont augmenté; il devra en être de même en 1978. La production devra augmenter pour moins dépendre du camp capitaliste.

120 000 emplois seront créés en 1978.

Les résultats de la politique de l'enseignement se passent de commentaires tant ils sont excellents: en 1978 les effectifs étaient de 1 050 000 élèves dans le secondaire (contre 590 000 en 1975) et 140 000 étudiants (dont 3500 nouveaux étudiants en médecine); la fourniture gratuite d'uniformes à tous les élèves du secondaire a été assurée; il y eut aussi construction de 87 jardins d'enfants.

En ce qui concerne le niveau de vie, "la révolution a donné un minimum décent au peuple". C'est pourquoi, étant donné les nécessités de la consolidation de l'économie et étant donné ce niveau de vie décent, "nous ne devons pas penser à une augmentation de la consommation" (jusqu'à 1985).

Certes, Cuba connaît encore des problèmes pour certains produits de consommation (serviettes, draps, etc.). La révolution cubaine va résoudre le gros problème actuel du logement grâce aux progrès accomplis dans l'industrie (ciment, dalles, tuyauterie, etc.). 31 000 logements seront construits en 1978 et 100 000 par an en 1984-1985. Par ailleurs, en 1978 il y aura une amélioration des transports et élimination de la crise des transports urbains dans la capitale: réparation, entretien, nouveaux autobus, etc.

Une centrale atomique (électricité) est en chantier.

Castro constate aussi que "les investissements que nous avons faits dans les routes, les chemins de fer, les barrages, les micro barrages, sont si élevés qu'il ne faudra pas les augmenter beaucoup plus (...). En 1990 nous emmagasinerons 100% de notre eau".

## FRANCE - CÔTE D'IVOIRE: LE LIBÉRALISME OU LA COOPÉRATION COMME L'AIME L'IMPÉRIALISME

LA Côte d'Ivoire est souvent présentée par la propagande impérialiste et réactionnaire comme un pays qui a vaincu le sous-développement parce qu'il a "choisi" la voie capitaliste.

Dans une interview à "Fraternité-matin" (quotidien ivoirien) Giscard d'Estaing se félicite de la "réussite" de la coopération entre la France et la Côte d'Ivoire et loue Houphouët-Boigny pour avoir "consacré l'essentiel de ses forces à un développement économique et social très remarquable".

Il y a de quoi : en Côte d'Ivoire, c'est le développement dans la voie tracée par le néo-colonialisme. En voici les résultats (extraits de "l'Humanité" du 11.01.78) :

• Soixante mille européens se partagent 60 % du revenu national ivoirien tandis que les sept millions de nationaux n'en disposent que de 30 % de la masse salariale ;

• Un ouvrier agricole gagne 15 000 anciens francs par mois, et un cadre supérieur 2.000.000 ;

• Les investissements français sont de 40 % dans l'industrie et de 50 % dans le commerce. Ce qui fait dire au chef du patronat français : "La Côte d'Ivoire est un pays auquel nous sommes profondément attachés. Il est en train de montrer au monde que le plus court chemin vers le décollage économique a toujours été et demeure la voie du libéralisme."

En fait de "décollage", voilà ce dont se réjouissent uniquement les monopoles impérialistes :

• En 10 ans, la Côte d'Ivoire premier producteur de bois en Afrique a été pillée de ses richesses forestières ; sur 12 millions d'hectares de forêts en 1966, il n'en reste plus que 4 aujourd'hui.

• Le riz, denrée alimentaire de base, est rationné et coûte 1 000 anciens francs le kilogramme.

• La mortalité infantile est de 150 pour 1 000 (soit 15 %).

• En avril et mai derniers, les prix ont augmenté de 20 % pour les africains mais de 1,4 % seulement pour ceux qui consomment à "l'euro-péenne".

• Les paysans sont ruinés ou jetés en prison par une politique de prix très bas à la production pour favoriser les gros spéculateurs.

• Seule une minorité d'affairistes, de gros bourgeois compradores, et de dirigeants de l'Etat s'enrichit.

• Et aussi : des bases militaires françaises, une amitié solide a

vec les régimes racistes d'Afrique du sud, et un soutien à 100 % à la politique d'intervention impérialiste en Afrique.

Décidément, les peuples d'Afrique comme en Algérie, en Angola, au Mozambique, en Guinée et ailleurs ont bien raison de rejeter "le libéralisme" !

## COOPERATION TECHNIQUE SOVIÉTIQUE : LES FAITS PARLENT D'EUX-MÊMES

UN article de la revue soviétique "Spoutnik" relate l'expérience des ingénieurs hydrauliciens en Zambie. Les faits parlent d'eux-mêmes :

• Dans une des régions prospectées, les anglais avaient foré environ 20 puits dont un seul a fourni de l'eau. Les spécialistes soviétiques en ont foré 7 dont 6 ont atteint l'eau et sont exploités sans accroc.

• Après une série d'échecs, toutes les firmes étrangères ont renoncé à poursuivre les tentatives de forage dans les zones sablonneuses. Le sable obstruait les puits. Les spécialistes soviétiques réussissent en utilisant une technique à laquelle ils ont couramment recours dans les régions d'URSS aux mêmes caractéristiques géologiques et climatiques.

• De tous les puits forés par le groupe soviétique seulement 17 % restent secs, tandis que les autres firmes travaillant dans des conditions meilleures aboutissent à 20 à 33 % d'échecs.

Mais les avantages de la coopération technique soviétique ne s'arrêtent pas là :

• Les ingénieurs travaillent au cœur même de la jungle et de la savane, sous un climat des plus éprouvants, très loin de toute infrastructure urbaine.

Ces qualités humaines dans le travail, notre peuple aussi a pu les constater dans les coins les plus reculés de notre pays.

• Même dans ces conditions, le souci constant des pays socialistes de préparer la relève en cadres nationaux réussit à se concrétiser : au cœur même de la jungle, une école est ouverte pour les ouvriers zambiens. Un programme de cours théoriques de technologie de forage et d'hydrogéologie est mis au point. Il est enseigné sur place par les ingénieurs soviétiques, souvent le soir, après une harassante journée de forage.



## "INFITAH" ET CAPITULATION : QUELQUES ELEMENTS D' APPRECIATION

La politique de capitulation de Sadate est l'aboutissement d'une politique qui, dans tous les domaines, a tourné le dos, notamment depuis Mai 1971, à l'intérêt du peuple égyptien, de l'Egypte, et des masses arabes.

Nous donnons ici quelques éléments d'appréciation puisés dans différentes revues. Parmi ces documents, l'un des plus importants est le rapport du Bureau Politique du Parti Communiste Egyptien de Juillet 1975 et publié par la revue "Es safir" du 4 août 1975.

Il y a deux ans et demi, ce parti frère relevait déjà le danger d'une capitulation. Il soulignait : "Certains éléments de la coalition au pouvoir s'orientent délibérément dans la voie d'une capitulation totale alors que d'autres fondent des espoirs naïfs sur le dit "réexamen de la politique américaine dans la région". Dans ces conditions, il n'est pas exclu que le pouvoir parvienne à un règlement partiel américain ; c'est pourquoi il incombe à notre Parti de dévoiler et de dénoncer les tentatives de la droite et les falsifications dans ce domaine".

Ce document montrait le lien entre :

- l'évolution du rapport des forces à l'échelle du pays et du pouvoir au profit des éléments anti-nationaux ;
- la remise en cause des acquis, et le choix de la voie de développement capitaliste (la politique de "l'infitah") qui a aggravé la situation sociale des masses populaires et laborieuses et porté préjudice non seulement aux couches moyennes mais aussi à certains capitalistes ;
- la répression anti-populaire, anti-progressiste et anti-communiste à l'intérieur du pays ;
- le resserrement très net des liens avec l'impérialisme US, la réaction arabe, africaine et mondiale, qui s'est accompagné de la distanciation des liens avec les régimes et forces progressistes arabes et d'une campagne anti-soviétique éhontée.

Voici quelques extraits de ce document du Bureau Politique du PC égyptien, extraits que nous avons regroupé par thèmes.

## REMONTÉE DES FORCES DROITIÈRES ET REACTIONNAIRES EN MAI 1971

Selon le PC égyptien, depuis cette date le pouvoir est accaparé par :

- une bourgeoisie rurale dont les cadres se sont accaparés des positions-clés dans l'Union Socialiste Arabe (le parti unique) et la majorité des sièges au Conseil du Peuple (le parlement) ;
- les couches supérieures de la bureaucratie et de la technocratie de l'appareil de l'Etat qui se sont enrichies sur le dos du secteur d'Etat (traitements élevés, "commissions", pots de vin, etc) qui ont investi dans des activités parasitaires et se sont alliées au secteur privé ;
- les capitalistes d'affaires, de l'immobilier et des activités parasitaires ;

Dans sa lutte contre les forces de progrès et antiimpérialistes telle la gauche nassérienne et les courants marxistes, cette coalition réactionnaire s'est alliée avec les anciennes classes et couches sociales que les mesures de nationalisation et de séquestration de Nasser avaient écarté du pouvoir. Dans le même temps et pour neutraliser les forces de gauche, elle offrit à certains de ses éléments des postes dans les instances supérieures de l'Union Socialiste Arabe et dans le gouvernement.

## RENFORCEMENT DE L'ALLIANCE REACTIONNAIRE APRES OCTOBRE 1973

L'adoption de la solution américaine, et le premier accord de désengagement ont ouvert la voie à l'infitah, et entraîné le ralliement au pouvoir de nouvelles forces sociales :

- les grands capitalistes et entrepreneurs du bâtiment ;
- les grands capitalistes ruraux, les féodaux et les clients traditionnels de l'impérialisme US ;
- les nouveaux éléments comprador qui assurent la représentation commerciale des grandes firmes capitalistes étrangères et qui en deviennent les défenseurs attitrés.

## FACTEURS QUI EXPLIQUENT

### LES MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LES RAPPORTS DE FORCES

- Les limites de la réforme agraire qui, en donnant aux gros propriétaires fonciers toute latitude pour vendre le surplus de leurs terres ont permis le développement rapide de la bourgeoisie rurale aux plans économique et politique ;
- l'enrichissement rapide d'une bourgeoisie moyenne dans le commerce grâce à des opérations de spéculations sur le dos du secteur

public. Par les énormes bénéfices ainsi réalisés, cette couche est allée renforcer les rangs de la grande bourgeoisie ;

. Les limites des mesures de nationalisation et de séquestre des biens qui se sont succédées depuis 1961 et qui ne sont pas allées au fond pour démanteler les rapports capitalistes. La bourgeoisie égyptienne a pu se convertir et investir ses capitaux dans les secteurs non-productifs et parasitaires qui n'ont jamais été touchés par les nationalisations ;

. Les méthodes autoritaires de direction et de luttes politiques de Nasser, son appui insuffisant sur les masses, les préjugés anti-communistes, l'absence de démocratie révolutionnaire et la faiblesse d'implantation de la gauche au sein des masses ont entraîné un net affaiblissement des positions des forces de progrès après la disparition de Nasser ;

. Le rôle actif de l'impérialisme américain et de la réaction arabe ont énormément contribué au renforcement des positions de la droite et de la réaction égyptienne.

LA REMISE EN CAUSE DES ACQUIS DU PEUPLE DATANT DE LA PERIODE NASSERIENNE ET LE RENIEMENT DE LA CHARTE NATIONALE DE 1962

. Eté 73 : Sadate demande un amendement à la Charte Nationale pour la débarrasser de "certaines interprétations marxistes".

. Juin 74 : adoption de la "loi sur les investissements et les zones franches" qui accorde aux étrangers la possibilité et les facilités pour s'implanter dans des secteurs jusque là réservés au secteur d'Etat : industrie, métallurgie, banques, et assurances.

Une autre loi aboutit au démantèlement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur en permettant aux égyptiens de représenter les firmes étrangères et de réaliser les opérations d'importation.

. Juin 75 : liquidation de la réforme agraire par l'augmentation des loyers des fermages, légitimant ainsi l'expulsion des fermiers et permettant le retour au système du métayage ; 3 000 000 de fedjah et 60 % des terres cultivables sont ainsi menacées.

. Juillet 75 : suppression de tout organe de planification à l'échelle nationale.

Démantèlement du secteur public : "Chaque unité qui n'atteindra pas ses objectifs sera liquidée parce que considérée comme un fardeau" (Ahmed Abou Ismail, ministre des finances). Une loi est votée permettant la vente par actions des entreprises du secteur public.

. Graves atteintes à la souveraineté nationale : la Banque Mondiale, la BIRD, l'Arabie Saoudite et les grands pays capitalistes con-

sentent des prêts à l'Egypte à condition que l'Etat égyptien suive la politique définie par les bailleurs de fonds. Ces conditions vont souvent jusqu'au droit pour ces derniers de s'assurer du séquestre des biens publics jusqu'à remboursement des dettes.

#### L'ABANDON D'UNE POLITIQUE EXTERIEURE ANTI IMPERIALISTE

. Juillet 72 : renvoi des experts militaires soviétiques et depuis ligne politique ouverte contre l'URSS (à l'exception de la période de la guerre d'octobre 1973) qui a abouti à la dénonciation par Sadate des traités passés avec l'Union Soviétique et à ériger l'anti-soviétisme en principe de politique extérieure.

. Appui total sur l'impérialisme US pour soi-disant résoudre la crise du proche-orient.

. Alliance privilégiée avec l'Arabie Saoudite, le Soudan, l'Iran, le Zaïre qui a abouti au :

- silence de l'Egypte sur les événements du Liban où pendant 18 mois l'impérialisme, le sionisme, et la réaction arabe ont tenté de détruire la résistance palestinienne ;

- l'aide et le secours apportés aux dictateurs Numeyri, Mobutu et Pinochet (délégation officielle égyptienne au Chili en 1975).

#### LA REPRESSION

##### DES FORCES PROGRESSISTES ET DU MOUVEMENT POPULAIRE

. Elimination des éléments progressistes du pouvoir dès 1971 (affaire Ali Sabri, etc.).

. Répression féroce contre les communistes : arrestations, tortures et emprisonnements (voir par exemple l'appel de NEDJIM).

. Répressions violentes des grèves ouvrières de Héloouane en 1974, de Mahalla (l'usine de guerre), des mouvements paysans de Dikinis etc.

On connaît aussi la sauvage répression du grand mouvement populaire de Janvier 1977.